
LE POINT DU JOUR,

OU

RÉSULTAT de ce qui s'est passé la veille
à l'Assemblée Nationale.

N^o. CLXXIII.

Du Jeudi 31 Décembre 1789.

Séance de mardi soir.

APRÈS avoir long-temps discuté sur l'ordre des affaires à traiter, celle des subsistances des colonies a été ajournée définitivement à lundi prochain à midi, & l'offre de 900 mille livres faite par les Genevois, a obtenu la priorité.

Falloit-il accepter comme don patriotique ou comme contribution du quart des revenus ? devoit-on craindre cette générosité comme une sorte de garantie présumée en faveur de l'aristocratie de Genève ? telles sont les questions qui ont été agitées.

M. de Volney a fait lecture de plusieurs lettres & pièces relatives à la constitution genevoise. « L'offrande qu'on vous présente, a-t-il dit, de la part des Genevois, ne peut être assimilée à celle que nous avons reçue de la ville de Neuchâtel ; celle-ci nous a été faite par des étrangers, mais en qualité de propriétaires français, comme ils l'ont dit eux-mêmes ; l'autre au contraire est faite, nous dit-on, par reconnaissance de l'amitié constante qu'un roi bienfaisant & une nation généreuse ont toujours portée à la république ; mais toute cette amitié ne consistoit que dans une garantie promise pour soutenir à Genève, contre les efforts du peuple, deux ou trois cents aristocrates qui se sont emparés de tous les pouvoirs. »

M. de Volney a proposé de charger M. le président d'écrire au ministre des finances, que l'assemblée étoit affectée

Tome V.

Z

de l'offre des Genevois, mais qu'elle ne croyoit point devoir l'accepter.

Sur la demande du prince de Poix, on a demandé l'impression des lettres & du discours lus par M. de Volney. M. de Toulangeon vouloit ajourner la question jusqu'à ce qu'on eût pris des informations du ministre des finances.

» A quoi serviroient ces informations, a repris M. de Mirabeau? la question est évidente; les Genevois font une remise de 900 mille livres sur des arrérages qui vont être exigibles; ceux qui offrent ce don sont des particuliers qui ne tiennent à la France que comme ses créanciers. Ils ne résident & ne possèdent aucune propriété parmi nous. Ils offrent, quand ils sont soupçonnés de vouloir acheter la liberté de leurs concitoyens par une munificence irrésistible, car leurs citoyens sont dans une détresse inquiétante; ils se plaignent dans leur adresse, de la langueur de leur commerce, de la décadence de leurs manufactures, & de la rareté des subsistances: ils doivent donc, au lieu d'offrir des bienfaits, les réserver pour leurs compatriotes dans un temps de disette, puisque le blé se vend au marché de Genève 60 liv. le setier de Paris.

M. l'abbé Mauri a pensé d'abord que les Genevois, comme créanciers de l'état, pouvoient sous ce rapport être assimilés aux propriétaires François, quoique non résidans en France.

Cette comparaison a excité quelques murmures; mais l'orateur a embrassé adroitement une opinion plus heureuse & qui lui a valu des applaudissemens; il a dit que la France ne devoit point accepter une offre qui pouvoit humilier sa dignité. » Dans ses malheurs, a-t-il dit, il est permis de se souvenir de sa gloire. Les malheurs de la France recevront un nouveau lustre par son courage à les supporter; que diroit de nous l'europe, si vous alliez flétrir l'honneur de votre patrie, en recevant un pareil don? Comment vous pardonneroient vos commettans d'avoir marqué de cette tache l'ère naissante de leur liberté? Ne

sommes-nous plus ces mêmes François dont les plus grands revers ne purent abattre la noble fierté ?

L'assemblée a décrété qu'elle refusoit le don des Genevois , & M. le président a été chargé d'écrire au ministre des finances pour lui faire connoître cette décision.

M. Hebrard a fait le rapport de l'affaire de Bélème ; nous n'en rapporterons pas les détails, puisque le rapporteur a conclu avec le comité qu'il n'y avoit pas lieu à délibérer. Plusieurs membres ont attaqué l'opinion du comité & proposé différens décrets ; mais l'assemblée a décidé que la question seroit ajournée , & que M. le président se retireroit par devers le roi pour le prier d'ordonner, 1°. l'apport des procédures prévôtales & présidiales qui ont été commencées sur cette affaire ; 2°. la suspension de la procédure prévôtale.

Séance d'hier.

L'enthousiasme national se manifeste chaque jour davantage. La ville de Villeneuve-Saint-Georges a fait un don patriotique du produit de la contribution des ci-devant privilégiés pour les six derniers mois 1789. Cette ville a ajouté à ce sacrifice, celui de 2.400 liv. qui lui avoient été accordées pour l'indemniser du logement & du séjour des carabiniers en 1786. L'assemblée a accordé la séance à ses députés.

La ville de Saint-Germain-en-Laye a offert aussi un don patriotique de quarante-un marcs provenant des boucles d'argent.

Le curé de Saint-Leger-en-Laye a porté aussi douze marcs d'argenterie , & une somme de 85 liv.

Le district de Notre-Dame de Paris est venu offrir un don patriotique , & l'on a applaudi à un trait particulier conigné dans l'adresse de ce district. Une femme accablée de misère , qui ne possédoit que 24 sols , a exigé du député du district qu'il les acceptât pour le don patriotique.

Les députés de la ville de Sens ont été admis à la barre. M. de Chambonas a exprimé la reconnaissance des

habitans de cette ville & leur respect pour tous les décrets. Il a offert en leur nom le don d'une somme de 14,000 livres, & de 150 paires de boucles d'argent.

« Vous êtes, a-t-il dit aux représentans de la nation, les pilotes sages & courageux qui avez conduit la France au port du bonheur. Permettez que ce soit en votre nom qu'on pose la première pierre d'un port que la ville de Sens va faire construire, & qu'il soit élevé au milieu une pyramide où seront inscrits les noms de tous les membres de l'assemblée nationale. »

M. le président a exprimé aux députés de Sens la satisfaction de l'assemblée ; elle a accepté leur demande, & prié M. de Chambonas de poser, en son nom, la première pierre du port.

Ainsi la ville de Sens renfermera deux monumens précieux à la France ; le tombeau du père du roi, & le premier monument érigé en l'honneur de la liberté française.

M. Romé de Lille a offert son ouvrage sur les poids & mesures des anciens, & sur leurs rapports avec les poids & mesures, & le numéraire actuel de la France.

M. de Commeyras, avocat au parlement de Paris, avoit fait aussi l'hommage d'un essai sur les réformes à faire dans notre procédure criminelle. Nous rendrons compte des principales vues de cet ouvrage intéressant, lorsque l'assemblée s'occupera des matières criminelles.

M. Guillaume a demandé que l'on s'occupât du paiement des curés congruistes : « C'est un objet instant, a-t-il dit. On répand dans le public que plusieurs gros décimateurs & leurs fermiers, ne paieront pas le trimestre d'avril au commencement de l'année ; c'est ainsi qu'on espère soulever les pasteurs, & par les pasteurs les campagnes. »

Quelques personnes ayant crié à l'ordre, M. Guillaume a répondu : « On m'interrompt, comme si c'étoit la première fois que l'aristocratie a tenté d'arracher par la famine, ce qu'elle ne peut obtenir par la raison. »

On a demandé l'ajournement du décret que M. Guillaume vouloit proposer.

M. l'abbé Mauri a paru à la tribune, mais il n'a obtenu l'attention de l'assemblée qu'en disant : « Je n'ai pas demandé la parole pour contrarier le préopinant, mais pour l'applaudir. Le bruit s'est répandu que dans quelques provinces, les gros décimateurs vouloient refuser le paiement aux curés congruistes. Je fais la motion expresse que les gros décimateurs soient obligés de payer comme par le passé. »

Quand-est ce que cette dénomination injuste & odieuse de *gros décimateur*, sera-t-elle effacée de notre langue ? il faut pour cela une opération ferme & entière sur les possessions ecclésiastiques, & une réforme dans leur inégale distribution. C'est ce qui arrivera sans doute à l'occasion de la motion de M. Guillaume.

M. de Fumel vouloit qu'on s'occupât aussi-tôt de cet objet, parce que ces prétendus bruits étoient des calomnies dangereuses.

On est allé aux voix, pour savoir si l'on s'occuperait de suite des motions de MM. Guillaume & Mauri.

L'épreuve a paru douteuse ; quelques membres ont murmuré de cette décision.

« Les murmures sont inutiles, a dit M. le président, car ils ne feront rien sur ma conscience ».

« La dernière motion cache un piège, a dit M. le Camus, puisqu'en disant qu'ils seroient payés comme par le passé, les curés n'auroient que 700 livres, pendant que vos décrets leur en assurent 1200 ; sans doute, il doit être pourvu au plus tôt au paiement des curés ; mais il faut que nous délibérions mûrement, par qui, & en quelle forme ils doivent être payés. Cette motion doit donc être ajournée ».

M. de Foucaud se plaignoit de ce qu'on avoit parlé de *piège*, expression qui avoit quelque chose d'injurieux. Il pensoit qu'on devoit fixer pour l'année 1790, les payemens comme par le passé ; mais plusieurs voix ont répété

que c'étoit *un piège*. Alors M. Lanjuinais a demandé que l'ajournement fût prononcé, parce que le comité ecclésiastique s'étant occupé de cet objet important, devoit proposer un décret qui méritoit discussion. Il a ajouté que le comité ecclésiastique l'avoit chargé de faire imprimer son opinion sur la motion de M. Treilhard, & qu'il prioit l'assemblée de la renvoyer à samedi prochain, tout a été ajourné.

Un de MM. les secrétaires a annoncé que M. Mounier étoit remplacé par M. le Grand de Champrouet.

L'ordre du jour a ramené l'article des préséances des corps administratifs & municipaux. Il a donné lieu à beaucoup de discussions, quoiqu'il en parût peu susceptible, d'après les bases nouvelles de la constitution; en effet, une de ces bases est d'élever la nation au-dessus du Roi, comme le souverain est au-dessus du prince. Comment pouvoir-on douter s'il falloit élever les communes au-dessus des juges, & le peuple au-dessus des tribunaux? Si tous les pouvoirs émanent du peuple, il faut faire de ce principe une vérité pratique. Il faut que chaque municipalité présente sans cesse l'application de cette grande maxime, que le peuple est la source commune de tous les pouvoirs.

C'est un beau ministère, sans doute, de juger ses semblables, & la justice est le plus bel apanage du trône; mais les officiers municipaux sont de véritables représentans, tandis que les juges ne sont que de simples délégués.

Les officiers municipaux sont les présidens des assemblées primaires & les chefs de la cité. Les juges, au contraire, n'exercent qu'une partie du pouvoir exécutif. Le magistrat ne peut jamais toucher à la législation qu'il est chargé d'exécuter; les officiers municipaux, au contraire, sont à la tête des assemblées nationales élémentaires; c'est-à-dire, des assemblées d'où émane le pouvoir législatif. Qu'est-il besoin d'ailleurs de relever les magistrats par des préséances? L'homme qui prononce toute sa vie sur l'honneur, la fortune & l'existence des citoyens, aura toujours assez de prééminence par le seul

exercice de ce pouvoir ; mais les municipalités, si longtemps vénales, si long-temps avilies, si long-temps corrompues par le pouvoir arbitraire, ont besoin de sortir de cette obscurité honteuse : ce sont les représentans du peuple, ce sont les chefs de la commune qui ont besoin de vaincre les préjugés de l'orgueil.

Ce n'étoit pas là l'opinion de l'orateur qui a parlé le premier sur cet objet. M. le Mercier, député de Saintes, a cru devoir à la justice & au bon ordre, de représenter que l'article du comité alloit humilier les officiers de judicature.

» Les corps de magistrature, a-t-il dit, avoient une préséance honorable sur les municipalités & sur toutes les autres compagnies, jusqu'au moment où l'abbé Terrai, par une suite de l'esprit fiscal qui dirigeoit ses opérations, rendit vénales les charges municipales. Pour en favoriser la vente, il accorda aux officiers des hôtels-de-ville le droit de marcher dans les cérémonies publiques sur une ligne parallèle à celle des officiers de justice ; mais à leur gauche. Aujourd'hui on va plus loin ; on propose de donner le pas sur eux aux municipalités & aux corps administratifs, par la fausse raison que ces derniers sont les représentans du peuple ; mais les représentans du peuple sont les députés à l'assemblée nationale. Les membres des municipalités & des corps administratifs n'en sont, comme les magistrats, que les officiers ; & certes, on n'a jamais mis en doute lequel des deux pouvoirs étoit le plus digne, celui de juger ou celui d'administrer : *après le droit de commander aux hommes, celui de juger est le plus grand.*

« Vous avez décrété, il y a quelques jours, que les officiers municipaux seroient jugés par les tribunaux ordinaires, même pour les délits commis dans leurs fonctions ; les tribunaux ont donc sur eux un degré de prééminence & de dignité ; autrement vous feriez marcher les juges après les justiciables. Non, on ne vous rendra pas ainsi

traire à vous-mêmes , & vous n'avilirez pas vos nouveaux tribunaux avant de les avoir créés ».

M. le Mercier , rejetant l'article du comité , proposoit d'y substituer celui-ci :

« Dans toutes les assemblées & cérémonies publiques , les compagnies publiques de justice & les corps administratifs marcheront sur deux colonnes ; les premiers formeront la droite , & les seconds la gauche. Les officiers municipaux les suivront immédiatement sur deux lignes ; dans les lieux il n'y aura point de corps administratifs , les officiers de justice & ceux des municipalités marcheront dans les cas ci-dessus exprimés , sur deux lignes parallèles , les premiers à droite & les seconds à gauche ».

M. l'abbé Grégoire a réfuté ces principes avec cette énergie qu'il a toujours mise à défendre les droits des communes. Il a prouvé que les officiers municipaux , comme chefs de l'universalité des citoyens , participoient en quelque sorte au pouvoir souverain , & que les fonctions aussi multipliées qu'utiles que ces magistrats populaires exerçoient étoient d'une nature supérieure à celle des juges ordinaires.

« Il est temps , disoit-il , que l'on accorde aux choses des prérogatives que l'on a trop long-temps accordées aux personnes , & j'insiste pour l'adoption de l'article du comité.

« Nul homme sur la terre , disoit M. l'abbé Mauri , n'est le représentant du pouvoir souverain , mais seulement le dépositaire. Ce sera toujours aux choses qu'on accordera des préséances , car toute distinction doit être donnée par la loi. Quel est le principe générateur en cette matière ? Tous les pouvoirs viennent du peuple ; l'Europe retentit aujourd'hui de cette maxime ; mais ce même peuple à qui tous les pouvoirs appartiennent , ne peut en conserver aucun. Il doit les confier à des représentans. La conséquence est que la hiérarchie doit être graduée sur cet objet.

« Le pouvoir judiciaire est le premier de tous , le plus étendu par son objet , & le plus étendu par ses conséquences... Sommes-nous assemblés pour flatter le peuple

par des prérogatives illusoires sur des hommes à qui il devra toujours le respect? Il faut que le peuple ait le droit de faire arriver ses enfans à tous les emplois ecclésiastiques, civils & militaires : voilà ses véritables avantages; mais que nous pensions que le peuple doit marcher le premier, c'est dangereux pour notre patriotisme. Le peuple n'est-il pas toujours le corps de la nation, & qu'a-t-il besoin de préséance? Le peuple perdrait même, s'il vouloit garder pour lui ce bien d'opinion & ces honneurs, dont il a besoin pour payer ceux qui le servent? »

M. Perhion de Villeneuve a énoncé d'autres principes. Il a dit que les municipalités étoient des corps vraiment représentatifs du peuple. « Si elles sont des corps collectifs des citoyens, a-t-il ajouté, comment les autres corps particuliers qui se trouvent dans les municipalités, pourroient-ils avoir la préférence sur elles? Ces corps surveillent tous les citoyens; ils sont chargés de toutes les fonctions; il faut donc honorer leur place, & c'est relever le peuple que d'élever ses représentans; j'adopte l'article du comité comme très-constitutionnel. »

M. Lanjuinais observoit que les honneurs ne sont jamais à craindre quand ils sont donnés à des officiers passagers & momentanés, & qu'au contraire les corps de magistrature étant perpétuels, tendent sans cesse à augmenter leur pouvoir.

M. Chapelier a développé les mêmes principes avec beaucoup plus de force, en présentant les motifs qui avoient déterminé le comité.

M. Delley-Dagier, maire de Romans, insistoit pour la préséance des officiers municipaux, fondé sur l'utilité & la nécessité de leurs fonctions. « Dans les émeutes & dans les dangers publics, a-t-il dit, le premier qui se présente, c'est le maire, c'est l'officier municipal; il faut donc qu'en qualité de pères du peuple, ils soient considérés comme premiers magistrats.

M. de Montlausier demandoit que les membres des corps civils & militaires n'assistassent aux cérémonies publiques que comme citoyens.

M. Moreau étoit grand partisan des deux colonnes; il plaçoit les juges à droite, & les officiers municipaux à gauche; mais M. l'abbé Latil s'est contenté de dire :

« Votre constitution élève le peuple au-dessus du roi; balancerez-vous, Messieurs, à mettre la commune au-dessus du juge ? »

On a fait lecture de plusieurs amendemens conformes aux anciens usages : alors M. de Mirabeau voulant jeter du ridicule sur ces amendemens par un trait qui, sans cette intention, ne seroit pas digne d'une assemblée législative, a demandé que tous ces amendemens fussent renvoyés à M. de Brezé, maître des cérémonies.

Preuant ensuite un ton plus grave, M. de Mirabeau a demandé que les officiers municipaux, comme véritables représentans du peuple, eussent la préséance sur toute corporation sociale.

On est allé aux voix sur l'article du comité, & la grande majorité l'a adopté en ces termes :

« Les administrations de département & de district, & les corps municipaux auront, chacun dans leur territoire, en toutes cérémonies publiques, la préséance sur les officiers & les corps civils & militaires ».

M. le vicomte de Noailles a demandé que cet article important fût envoyé à l'acceptation dans le jour, & que les articles sur les municipalités fussent enfin terminés, pour être envoyés & mis à exécution dans chaque communauté.

M. Target a lu un autre article du comité, relatif à la reddition de compte du bureau au conseil municipal, que le maire ne peut présider parce qu'il est comptable; cet article a été décrété sans réclamation; le voici :

« Le conseil municipal, lorsqu'il recevra les comptes des bureaux, fera présidé par le premier élu des membres qui composeront le conseil. »

M. Target a lu enfin le dernier article, concernant l'éligibilité des officiers des justices seigneuriales supprimées.

Il paroîtroit souverainement juste de ne pas exclure des municipalités, des citoyens qui, dans peu, ne seront plus

officiers de justice ; mais ne devoit-on pas étendre le droit d'éligibilité à tous les autres juges que la nouvelle organisation du pouvoir judiciaire va rendre sans fonctions ? C'est ce qu'a fait sentir M. Prieur, en rapportant une lettre qu'il venoit de recevoir de Châlons-sur-Marne, où il y a une foule de juridictions supprimées par le nouvel ordre judiciaire.

« Il seroit injuste, disoit-il, d'ôter aux membres des tribunaux actuels le droit d'être élus, puisqu'ils vont cesser d'avoir des fonctions incompatibles. Je demande qu'on comprenne dans l'article, *tous les autres officiers de magistrature* ».

M. Lanjuinais craignoit qu'avec cet amendement, on ne plaçât dans les municipalités des hommes qui ne sont pas favorables à la révolution, en déclarant éligibles des magistrats, qui ne lui pardonnent pas leur déplacement par la suppression de la vénalité.

Mais faut-il donc tout soumettre à la tyrannie réglementaire ? Le véritable législateur voudroit-il donc imiter l'ancien gouvernement qui ne laissoit aucune influence au peuple ? N'est-ce pas à l'opinion de décider quels magistrats pourront être introduits dans les municipalités ?

« Je crois, a répliqué M. Coupé, que les magistrats qui sont dans l'assemblée, ont autant contribué à la révolution que les professeurs en droit canon. Je demande que les officiers de justice soient éligibles, mais qu'ils soient tenus d'opter entre des fonctions incompatibles. »

Cet amendement a été adopté, & l'article suivant a été décrété :

« Les juges & les officiers de justice, tant des sièges royaux, même de ceux d'exception que des juridictions seigneuriales, pourront, aux prochaines élections, être choisis pour les places des municipalités & des administrations de département & de districts ; mais s'ils restent juges ou officiers de justice, par l'effet de la nouvelle organisation de l'ordre judiciaire, ils seront tenus d'opter. »

M. le président a lu ensuite une lettre de M. le garde-

des-sceaux, qui exposoit à l'assemblée que les dépenses considérables, nécessitées pour l'entretien de la navigation sur la Saone à l'Isle-Barbe près de Lyon, ont fait introduire un droit de péage, dont le produit leur est affecté, & qui depuis 1722, jusqu'à ce jour, a été prorogé de dix en dix années. L'échéance très-prochaine de la ferme, qui s'élève à 17800, a engagé M. le garde-des-sceaux à demander la prorogation de la perception de ce droit jusqu'après l'organisation de l'assemblée de département, & qu'elle ait pu faire connoître son vœu sur la durée ou l'abolition du droit de péage.

Plusieurs membres demandoient le renvoi de cette affaire aux comités de féodalité, des domaines ou des finances, qui s'occupent des moyens d'abolir tous ces droits de péage.

M. Peirisse du Luc disoit que son cahier portoit le vœu de l'abolition de ce droit; mais pour ne pas laisser dépérir les travaux nécessaires à la navigation de la Saone, l'assemblée a décrété que le droit de péage continueroit d'être perçu à l'Isle-Barbe, près de Lyon, jusqu'à ce qu'il y ait été autrement pourvu.

M. Castellanet, & non M. de Castellane, a continué le long rapport de l'affaire de Toulon; il est impossible d'avoir encore un résultat sur l'immensité de faits qu'elle présente, & des procédures dont elle est accompagnée. Le rapport n'a fini que vers les quatre heures, & M. le rapporteur a annoncé deux avis différens du comité; l'un de renvoyer au pouvoir exécutif, & l'autre de renvoyer au comité des recherches. La discussion a été ajournée à aujourd'hui deux heures.

On souscrit, à Paris, chez C U S S A G, Libraire, au Palais-Royal, N^{os} 7 & 8, & chez les principaux Libraires de l'Europe.